

Madrid, le 15 juillet 2025

**DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE DE LA CUEMYC EN DÉFENSE DE LA PAIX,
DES DROITS HUMAINS ET DE LA RÉOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS PAR
LA NÉGOCIATION ET LA MÉDIATION INTERNATIONALE**

La Conférence Universitaire Internationale pour l'Étude de la Médiation et du Conflit (CUEMYC), conformément aux principes qui fondent son existence et à son engagement pour la promotion d'une culture de paix, le respect des droits humains et le renforcement de l'État de droit, exprime sa plus vive inquiétude face à la grave détérioration de la légalité internationale et à l'intensification des conflits armés marqués par des pratiques d'occupation, d'extermination et, dans certains cas, de génocide, qui engendrent des conséquences humanitaires dévastatrices en Europe, au Proche-Orient, en Afrique et dans d'autres régions du monde.

À cet égard, la CUEMYC souscrit aux principes du *Manifeste de Porto* (2024), qui réaffirme la nécessité de renforcer le rôle de la négociation, de la médiation, du droit international et des mécanismes multilatéraux de résolution pacifique des différends comme piliers pour la construction de sociétés justes, démocratiques et durables. Accès au document complet: [Manifiesto-Oporto-CUEMYC-2024.pdf](#)

Face à la dégradation alarmante de l'ordre international, caractérisée par la banalisation de la violence et la violation systématique des principes humanitaires, nous exprimons notre ferme condamnation de l'utilisation de la souffrance humaine comme outil de guerre et de contrôle. L'obstruction délibérée à l'accès à la nourriture, à l'eau, aux médicaments et à l'aide humanitaire constitue une grave violation du droit international, moralement inacceptable et juridiquement interdite. Ces pratiques, en plus d'aggraver la douleur des victimes, sapent les fondements de la coexistence mondiale, créant un scénario dominé par l'anomie, la violence structurelle et la suprématie de la force sur le droit.

Dans ce contexte de grave régression civilisationnelle, qui menace de démanteler des décennies d'efforts collectifs en faveur de la paix, de la justice et de la dignité humaine, il est indispensable de réaffirmer la valeur du droit international, des droits humains, et des mécanismes de négociation et de médiation comme outils légitimes et efficaces de résolution des conflits. La paix n'est pas une utopie, mais une responsabilité collective et urgente. C'est pourquoi nous appelons la communauté internationale à revitaliser le multilatéralisme, à renforcer la diplomatie et à activer d'urgence les mécanismes de négociation et de médiation, même dans les contextes les plus difficiles.

Depuis la CUEMYC, en tant que réseau universitaire engagé dans la promotion de la médiation, la transformation pacifique des conflits et la culture de paix, nous affirmons clairement:

1. Notre condamnation catégorique de toutes les formes de violence armée, en particulier celles qui violent les droits humains et le droit international, affectent de manière disproportionnée les civils et entravent toute avancée vers une solution pacifique.
2. Notre préoccupation face à l'instrumentalisation du pouvoir militaire et à l'érosion des mécanismes diplomatiques multilatéraux, qui affaiblit les cadres normatifs destinés à préserver la paix et la sécurité internationales.
3. Notre engagement ferme pour la défense des droits humains, le respect du droit international et la validité effective du système multilatéral des Nations Unies.
4. Notre solidarité avec toutes les victimes de ces conflits et avec celles et ceux qui, dans des contextes à risque, défendent les valeurs universelles de justice, de dignité et de coexistence.
5. Notre engagement pour la parole, le dialogue et la paix. En tant que professionnels et citoyens responsables, nous devons nous exprimer face à l'escalade des illégalités qui ravivent les conflits et menacent les acquis de la paix et de la dignité humaine. Se taire n'est pas une option. Nous avons le devoir de parler clairement, avec sérieux, éthique et fermeté, pour rappeler qu'aucune forme de violence ne saurait remplacer le dialogue, la justice ou l'espoir d'un avenir pacifique. La défense active de la résolution pacifique des conflits n'est pas seulement possible, elle est nécessaire, surtout aujourd'hui.
6. Notre appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle mette fin à la violence, garantisse l'accès humanitaire sans entraves, et relance les processus de négociation fondés sur le dialogue, la légalité et le respect mutuel.
7. Nous réaffirmons notre engagement indéfectible envers le droit international, la résolution pacifique des conflits et la justice mondiale.
8. Nous appelons collectivement à agir avec responsabilité, à ne pas céder à l'indifférence et à soutenir toutes les initiatives favorisant la compréhension, la coopération et la protection des droits humains. Car même dans les heures les plus sombres, nous continuons à croire que la paix est possible, car elle est juste, nécessaire et profondément humaine.
9. Nous réaffirmons notre engagement institutionnel à renforcer la formation, l'enseignement et la recherche en matière de paix, de médiation et de résolution des conflits, dans une perspective critique et engagée, réaffirmant ainsi le rôle essentiel de l'université comme agent de transformation démocratique et garante de la pensée éthique.

En tant que réseau universitaire engagé pour la paix, nous ne pouvons rester silencieux face à la gravité des événements actuels. Le silence et la neutralité, dans des contextes d'injustice extrême, représentent un renoncement inacceptable à nos valeurs fondamentales. La force ne peut ni ne doit remplacer la parole, l'accord ou la justice. C'est pourquoi nous élevons la voix depuis notre savoir, nos salles de classe et notre engagement civique, pour rappeler que la paix ne s'impose pas : elle se construit, jour après jour, avec respect, raison et dignité humaine.

Avec espoir et fermeté,

CUEMYC – Conférence Universitaire Internationale pour l'Étude de la Médiation et du Conflit